

Nous payons chaque année 17 milliards d'Euros à l'économie britannique.

Monsieur (Madame) le Député,

Il a été publié en octobre 2005 un rapport particulièrement intéressant, qu'on peut lire en français (sa version originale) sur: http://cisad.adc.education.fr/hcee/documents/rapport_Grin.pdf, du Professeur suisse François Grin.

La conclusion la plus remarquable de ce rapport, c'est que, *du fait de l'actuelle suprématie de la langue anglaise, la Grande Bretagne gagne annuellement 17 à 18 milliards d'Euros, ce qui représente plus de trois fois le fameux rabais britannique, ou encore 1% de son produit intérieur brut.* Autrement dit, chacun des 394 millions d'habitants non-anglophones de l'UE, y compris ceux des nouveaux états-membres les plus pauvres, subventionne ainsi chaque année l'économie britannique !

Le profit ci-dessus lui vient de la vente des livres et autres produits liés à la langue anglaise ainsi que des 700.000 personnes qui se rendent chaque année en Angleterre pour y apprendre la langue ; elle intègre en outre l'argent économisé par les écoles anglaises en se dispensant d'enseigner les langues étrangères.

Il ne s'agit pas là de la totalité des rentrées financières réalisées par le Royaume Uni pour des raisons linguistiques, mais de 75% de ceux-ci, ce que l'auteur évalue comme fruit de l'hégémonie de la langue indépendamment de son poids démographique proprement dit.

Le professeur à l'Université de Genève et spécialiste d'économie linguistique **François Grin** a publié un abondant dossier, dans lequel il analyse la politique des langues de l'Union Européenne. Cette étude a été demandée et éditée par le **Haut Conseil de l'évaluation de l'école**, organisme public autonome qui évalue et analyse la situation de l'enseignement en France.

Le rapport pose la question de savoir *quel serait le choix optimal portant sur les langues de travail dans l'Union Européenne.*

Avec un système plus équitable, l'UE économiserait au minimum 25 milliards d'Euros annuellement.

L'économiste suisse propose un parallèle entre trois possibilités de scénarios :

1 - *L'anglais comme langue unique.*

2 - *Le multilinguisme.*

3 - *Le choix de l'espéranto comme langue de travail à l'intérieur des organes de l'UE.*

Cette troisième possibilité, l'espéranto, apparaît comme la meilleur marché et la plus équitable ; mais le Professeur Grin l'estime irréalizable actuellement à cause des puissants préjugés contre l'espéranto, »en général basés sur la simple ignorance«. Toutefois, il l'estime aussi stratégiquement réalisable pour la prochaine génération, à deux conditions :

----Une campagne d'information, à grande échelle et soutenue dans toute l'UE, sur les inégalités linguistiques et sur l'espéranto.

----Une collaboration de tous les états-membres dans cette campagne. Cela pourrait conduire **pour l'UE à une économie nette d'environ 25 milliards d'Euros annuellement ! "85% de la population de l'Europe des 25 y trouve un intérêt direct et évident"** affirme le Professeur Grin.

Cordialement,

Małgorzata Handzlik, député européen, mhandzlik@europarl.eu.int

Professeur Renato Corsetti, Association Universelle d'Espéranto, Renato.Corsetti@uniroma1.it

Docteur Seán Ó Riain, Union Européenne d'Espéranto, sean.oriain@web.de

PS : L'espéranto pour aider à apprendre les autres langues : www.springboard2languages.org

Brussel/Bruxelles, 2006-05-29